

Valérie Niquet

Maître de recherche à la Fondation pour
la Recherche Stratégique

Le débat sur la réforme des règles de contrôle des exportations ITAR dans le contexte des relations sino-américaines

Introduction : rappel contextuel

L'évolution des relations sino-américaines et les interrogations sur le rôle futur de la puissance chinoise constituent des éléments clés du débat sur la réforme du système de contrôle des exportations aux Etats-Unis.

L'ensemble des règles d'exportation ITAR, destinées à « assurer la paix et la sécurité nationales et internationales », concernent les transferts d'armement mais également l'ensemble des activités annexes pour englober un champ très large qui va très au-delà de la liste USML (United States Munitions List). Ce champ comprend les technologies duales, ainsi que les projets de recherche, plans, composants qui y sont attachés. Le concept « d'exportation » est également étendu, à l'extérieur des Etats-Unis mais également à l'intérieur du territoire américain, aux étrangers qui travaillent pour des compagnies américaines.

Enfin, élément clef du débat, tout ce qui touche à l'espace (lanceurs, satellites, combustible, etc.) a été inscrit sur la liste USML (catégorie XV) et est soumis aux règles ITAR depuis 1999, passant du contrôle du Département au Commerce au Département d'Etat.

Les règles d'exportations s'appuient entre autres sur la liste de munitions (USML) qui comporte une vingtaine de catégories. La mise en œuvre de ces règles est éclatée entre plusieurs institutions dont le Département au commerce pour tout ce qui n'est pas sur la liste USML et la direction du contrôle des échanges du Département d'Etat pour tout ce qui est inclus dans la liste USML.

Les entreprises qui ne respecteraient pas les règles ITAR sont soumises à des pénalités élevées de 500 000 dollars par violation si aucune intention criminelle n'est décelée, et de plus d'un million de dollars par violation si une intention cri-

minelle a pu être prouvée.

Le système est soumis à de nombreuses critiques en raison de sa lourdeur, du temps d'examen des demandes d'autorisation qui s'est allongé avec l'augmentation du nombre de cas soumis, et en raison des problèmes qu'il a pu poser, en matière de coopération et d'interopérabilité avec les Etats alliés des Etats-Unis : Grande Bretagne, Australie, Japon ou Corée du Sud.

La question de la coopération avec des puissances alliées, notamment en Europe, dans le domaine spatial est également posée et la rigueur des règles ITAR a été dénoncée comme favorisant l'émergence de nouveaux partenariats entre l'Union européenne et le Japon ou la Russie et surtout le renforcement de concurrents potentiels aux dépens de l'industrie spatiale américaine¹.

La montée des pressions

Les pressions en faveur d'une réforme des règles ITAR sont allées croissant de la part des industriels. L'objectif de ces pressions était d'obtenir une réforme des règles allant dans le sens d'une simplification et d'une rationalisation du système de prise de décision dans un contexte stratégique post-guerre froide qui a vu l'émergence de nouvelles coopérations entre les ennemis d'hier, Russie et Etats-Unis².

Un consensus s'est progressivement mis en place sur cette exigence de réforme et, dès 2008, l'administration Bush avait publié une directive destinée à accélérer le processus d'approbation. Lors de la campagne électorale présidentielle de 2009, Barak Obama en a fait indirectement l'un de ses thèmes en dénonçant « notre stratégie de *containement* et d'isolement de nos adversaires, qui mène au déclin de notre compétitivité économique ».

En 2010, les projets de réforme se sont accélérés. Une feuille de route de la Maison Blanche souligne la complexité du système de contrôle des exportations et son inefficacité concernant les éléments véritablement sensibles, en appelant à « construire des murailles plus hautes autour de cibles moins nombreuses » (*build high walls around smaller goods*)³. Dans un discours prononcé le 20 avril 2010, le secrétaire d'Etat à la défense Robert Gates a repris les critiques contre ITAR accusé d'être peu efficace contre les nouvelles menaces posées par le terrorisme et les Etats-voyous, tout en nourrissant les accusations de protectionnisme contre les Etats-Unis et en pesant sur la compétitivité des entreprises américaines face aux entreprises européennes⁴.

Le secrétaire d'Etat dans son discours a proposé une nouvelle approche fondée sur quatre « unicités » (*Four Singles*) : liste unique, procé-

sure unique d'exportation, système unique de mise en œuvre et système informatique unique (*single IT system*), destinées à simplifier et rationaliser la procédure d'autorisation.

Le débat se déroule en effet dans un contexte de concurrence accrue avec l'Union européenne dans le domaine spatial, au niveau commercial mais également au niveau de la recherche, l'enjeu étant, selon certaines analyses américaines, la capacité de la puissance américaine à conserver la première place en la matière.

Dans un débat au congrès sur les conséquences des règles d'exportation sur la science et la technologie qui s'était tenu en 2009, la volonté européenne de se libérer d'une dépendance technologique vis-à-vis des Etats-Unis a été notée, avec la production de matériel « *ITAR free* » pouvant bénéficier des avantages de coût offerts par les lanceurs chinois⁵. Conséquence de ces contraintes selon les tenants d'une réforme du système, depuis 1999 et le passage de l'industrie spatiale sous règle Itar, la part de marché de l'industrie américaine dans le domaine des satellites commerciaux serait passée de 83 % à 50 % en 2008⁶.

Les risques pesant sur la supériorité technologique des Etats-Unis en matière spatiale, et les conséquences sur la sécurité des secteurs civils et militaires ont également été mis en avant au travers de *wargames* organisés par le Département de la défense autour de la thématique « un jour sans espace »⁷.

Ces arguments ont été en partie entendus et le Congrès a adopté au mois de juin 2010 de nouvelles règles d'autorisation comportant notamment une provision spécifique (*satflex*) autorisant le président, d'une manière *ad hoc*, à retirer les satellites commerciaux de la liste USML. La loi n'a pas encore été adoptée au Sénat et exclut la République populaire de Chine⁸.

La question en effet aujourd'hui, au-delà des principes généraux de la réforme, demeure la République populaire de Chine et l'évolution des relations entre Pékin et une puissance américaine garant de la stabilité stratégique en Asie.

La question chinoise au cœur des règles Itar

Pour Benjamin Chang, porte-parole du Conseil de sécurité national, « le monde a changé et fait face à des menaces d'un type nouveau dans une économie globalisée ». Dans ce contexte, les règles Itar, héritées de la Guerre froide, doivent être réformées⁹. Le parallèle avec la Russie est établi, alors que la nouvelle administration appelle à une « remise à zéro » du compteur des relations entre Washington et Moscou et que de

nouveaux accords de contrôle des armements ont été signés en 2010, entérinant la « normalisation » de la puissance russe.

Mais contrairement à la Russie, le cas de la République populaire de Chine demeure particulier. Aucune transition politique ne s'est produite en Chine et l'objectif prioritaire, vital, des dirigeants chinois demeure d'éviter cette transition. Cette priorité ne va pas sans conséquences sur les orientations stratégiques extérieures de la RPC et les risques de conflits.

Par ailleurs, c'est la République populaire de Chine qui se trouve à l'origine de l'application des règles ITAR au domaine spatial et le contexte historique, idéologique et stratégique est essentiel pour comprendre l'évolution de la législation et la nature des débats actuels.

C'est en 1988, avant la chute de l'URSS et les événements de la place Tiananmen, alors que le régime chinois semblait s'engager sur la voie des réformes politiques, que l'interdiction d'utiliser des lanceurs chinois pour mettre sur orbite des satellites commerciaux américains a été levée. En 1992, alors que la RPC accélérât sa stratégie de réformes et d'ouverture pour faire oublier Tiananmen, tout ce qui concerne les technologies duales était retiré de la liste USML sauf en cas de menace précise pour la sécurité nationale.

Le retour des satellites et des technologies annexes dans la liste USML remonte à 1999 et résulte du rapport Cox publié en 1998. Ce rapport dénonçait des transferts d'expertise, contribuant au renforcement des capacités balistiques de la RPC, de sociétés américaines (Hughes Electronics et Loral Space and Communication) vers la RPC à la suite de l'échec du lancement de deux satellites (Apstar 2 en 1995 et Intelsat en 1996) par des lanceurs chinois, ceci dans un contexte de fortes tensions dans le détroit de Taiwan¹⁰.

Près de 25 ans après ces événements, les pressions pour la réintégration de la Chine se sont accentuées pour culminer au cours des premiers mois de l'administration Obama. Pour Pékin, dont la stratégie consiste à apparaître comme une puissance « normale » sur la scène internationale en s'appuyant sur sa très forte intégration économique au système global, la « singularisation » du cas chinois, comme dans le cas de l'embargo sur les ventes d'armes, est de moins en moins acceptable. L'argument du déficit commercial est également régulièrement avancé – comme avec l'Union européenne – pour tenter de démontrer que la libéralisation des règles d'exportation pour les technologies duales ou sensibles permettrait un rééquilibrage des échanges.

Ceux qui, aux Etats-Unis, soutiennent les atten-

tes chinoises, dénoncent le « manque de confiance » contre-productif à l'égard d'une Chine dont il faudrait au contraire « accompagner l'arrivée inévitable dans le secteur spatial commercial » sous peine sans doute d'être marginalisé¹¹. Les théories de la « menace chinoise » sont dénoncées pour prôner l'amélioration des règles de transfert concernant les technologies duales avec des entreprises chinoises et notamment les possibilités de vérifications sur site¹².

L'évolution des positions

Les premiers mois de la Présidence Obama, et la volonté clairement exprimée par le président de « tendre la main », dans une révision au moins symbolique de la stratégie extérieure des Etats-Unis, ont pu apparaître comme favorable à une révision radicale des règles d'exportation, y compris en faveur de la République populaire de Chine. Cette dernière s'est vu reconnue comme un acteur majeur et incontournable sur la scène internationale avec laquelle il est nécessaire de rechercher « une position commune sur des défis globaux » qui pourraient aboutir à des responsabilités partagées¹³. A la faveur de la crise financière et économique de 2008, le discours sur l'engagement et la responsabilité a été privilégié, soulignant le « rôle positif » joué par Pékin, notamment au sein du G20, en matière de gouvernance financière mondiale. La Chine est alors qualifiée de « moteur et stabilisateur de la croissance mondiale » et les ambitions d'une puissance émergente, dont la part dans le PNB mondial est passé de 0,91 % en 1978 à 6,96 % en 2009, à se voir reconnu un rôle plus important sur la scène internationale sont présentées comme « légitimes »¹⁴.

La complémentarité économique des deux économies est soulignée alors que l'on parle d'un nouveau « G2 » pour gérer les affaires du monde¹⁵. Au mois de février 2009, lors de sa première visite à Pékin, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton déclare que « les opportunités pour travailler ensemble n'existent nulle part ailleurs à un tel degré ».

Au cours des premiers mois de l'année 2009 les contacts de haut niveau se sont multipliés, culminant avec la tenue à Washington, au mois de juillet 2009, du premier dialogue « économique et stratégique » qui se conclura par la signature de nombreux accords de coopération dans des secteurs hautement symboliques tels que l'environnement, les énergies vertes et les échanges d'étudiants.

De même à Pékin, l'année 2009 voit la publication de nombreux articles « d'analyse » soulignant « l'opportunité historique » qui s'offre à la

Chine et aux Etats-Unis dans une relation bilatérale marquée par « l'interdépendance et les intérêts partagés » au-delà des « critères idéologiques qui ont servi à différencier les amis et les ennemis »¹⁶. On en appelle à se libérer de la « mentalité de guerre froide » et les avancées des Etats-Unis en la matière : retrait d'Irak, stratégie d'engagement, désarmement nucléaire et réduction du budget militaire sont notées avec intérêt¹⁷.

La situation a toutefois considérablement évoluée à partir de la seconde moitié de l'année 2009 et l'optimisme a fait place à Washington à un sentiment de déception, partagé à Pékin pour les raisons inverses, et à une recrudescence des tensions.

Une déception mutuelle croissante

La fin de l'année 2009 et l'année 2010 ont vu une dégradation profonde des relations entre la Chine et les Etats-Unis, dégradation largement due à une attitude perçue à Washington et auprès de ses alliés en Asie, comme arrogante et provocatrice de la part de la RPC. Contrairement au monde développé, la RPC a en effet connu en 2009, en dépit de la crise économique, un taux de croissance remarquable de 9,5 %, qui s'est maintenu à plus de 10 % en 2010. Ces chiffres ont nourri à Pékin un sentiment et un discours triomphalistes sur la supériorité du modèle chinois.

Dans le même temps, abandonnant la « modestie » prônée par Deng Xiaoping sur la scène internationale, la RPC a conjugué une nouvelle assurance sur des sujets sensibles en Asie tels que les contentieux territoriaux et un refus d'engagement et de prise de responsabilité sur des grands enjeux tels que la non-prolifération, la question nord-coréenne ou le réchauffement climatique. Sur la question nord-coréenne, le refus par Pékin de condamner le régime de Pyongyang à la suite de l'attaque du Cheonan par un sous-marin nord-coréen, qui a fait plus de 45 morts, a surpris dans la région et renforcé l'engagement des Etats-Unis dans la zone. Les réactions très hostiles de Pékin aux manœuvres communes organisées par les Etats-Unis et la Corée du Sud en mer de Chine au large de la péninsule coréenne et en mer de Chine méridionale au cours de l'été et de l'automne 2010 témoignent un peu plus de la dégradation des relations bilatérales. Le discours de Hanoi de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton, affirmant, soutenu par l'ensemble des pays d'Asie du Sud-Est, que la liberté de circulation en mer de Chine constituait un intérêt fondamental pour les Etats-Unis – réponse directe aux ambitions chinoises

– a un peu plus convaincu Pékin de la volonté coordonnée de *containment* de Washington et de ses alliés face aux ambitions chinoises en Asie.

Au mois de juin 2010, la deuxième édition du sommet économique et stratégique n'a débouché sur aucun résultat concret et à la veille du sommet du G20 de Toronto, Pékin a fermement réaffirmé que le régime ne tolérerait aucune mention de la question de la valeur du yuan « affaire intérieure » de la RPC.

Sur tout un ensemble de sujets on a pu constater une crispation, autour des concepts « d'intérêt national fondamental » (*hexin liyi*), dont la dimension géographique a été considérablement étendue pour englober aujourd'hui, au-delà de Taïwan, l'ensemble de la mer de Chine, et de non-intervention dans les affaires intérieures.

Pour nombre d'analystes chinois, le discours sur l'engagement et la responsabilité adressé à la RPC tout au long de l'année 2009 et 2010 sur toute une série de thématique, de la stabilité financière au réchauffement climatique en passant par les échanges commerciaux et les questions environnementales, ne serait que la manifestation d'une volonté occidentale d'affaiblir la Chine en la chargeant de responsabilités trop importantes pour son niveau de développement.

Selon une partie au moins de la direction chinoise, comme l'exprime un certain nombre de *think tanks* proches du pouvoir, « Obama a été kidnappé par les néo-conservateurs et n'a plus aujourd'hui que l'ambition de consolider le statut de superpuissance de l'Amérique »¹⁸.

La montée d'un nationalisme fortement anti-américain

Paradoxalement, à la volonté d'ouverture du président Obama, qui s'accompagnait aussi il est vrai de véritables attentes à l'égard de Pékin, a répondu la montée en puissance d'un discours nationaliste à forte composante anti-américaine, contribuant ainsi un peu plus à détériorer l'image de la Chine aux Etats-Unis, y compris auprès des entreprises qui faisaient jusqu'alors pression pour un assouplissement des relations avec la RPC¹⁹.

L'atmosphère s'est en effet également dégradée autour de la thématique du « nationalisme économique » et de la tentative par Pékin d'imposer des règles très contraignantes de transfert de technologie, mais encore de l'affaire Google et de la multiplication des attaques cybernétiques en provenance de la RPC.

Ce nationalisme virulent, et le recours à la thématique de la défense de l'honneur national, cor-

respond aussi à une reprise en main idéologique sensible depuis les débuts d'une crise qui – en dépit des apparences – a aussi contribué à fragilisé un régime idéologiquement marginalisé et à la veille d'une importante échéance politique.

Alors que le président Obama honorait au mois de janvier 2009 une décision du président Bush en autorisant des ventes d'armes à Taiwan, dans des proportions limitées quantitativement et qualitativement, Pékin a choisi d'exacerber les tensions en appelant à « punir » les entreprises américaines pour « faire souffrir les Etats-Unis »²¹. Des commentateurs proches des milieux militaires appelaient à « encourager une crise nucléaire en Corée du Nord et en Iran » et à « vendre des bons du trésor » pour répondre à la décision américaine²².

A la suite de la réception, à un niveau modeste, du Dalai Lama par le président Obama au mois de février de la même année, les analyses chinoises se sont également fait l'écho des théories du complot en vigueur à Pékin, dénonçant la « main de Washington » à Taiwan, au Tibet et au Xinjiang.

En réalité, au-delà de l'anecdote, Pékin a plus fondamentalement été surpris – et déçu – par le « retour » confirmé des Etats-Unis en Asie, dans une zone où les attentes vis-à-vis de la puissance américaine, pour équilibrer une puissance chinoise qui inquiètent, se renforcent alors que, dans une analyse sans doute un peu trop rapide, les dirigeants chinois avaient interprété les offres d'ouverture d'Obama comme une preuve de faiblesse de la part des Etats-Unis englués dans deux guerres en Irak et en Afghanistan et une crise économique.

Le nouveau gouvernement japonais élu au mois de septembre 2009 semblait en passe de se détacher de son allié traditionnel autour de la question des bases à Okinawa, les avancées chinoises en mer de Chine, et l'attitude peu conciliante de la RPC, ont au contraire contribué à renforcer l'alliance. De même, les relations militaires entre Washington et Hanoi se multiplient et les pays d'Asie du Sud-Est s'appuient sur la présence active des Etats-Unis dans la région pour tenter de s'affirmer face aux revendications Chinoises.

Le développement continu des capacités militaires

La Chine inquiète à nouveau les Etats-Unis et en dépit du changement de majorité les démocrates aujourd'hui dénoncent, comme les républicains hier, le manque de transparence et la menace que la Chine fait peser sur la stabilité régionale. Ceci d'autant plus que la RPC poursuit active-

ment le développement de ses capacités militaires et multiplie à ce sujet les déclarations agressives.

Le dialogue militaire avec les Etats-Unis a été à nouveau interrompu au début de l'année 2010 et, même s'il devait reprendre, son contenu et son caractère opérationnel demeurent très limités. Au mois de mai 2010, le secrétaire d'Etat à la défense Robert Gates s'est vu refuser une invitation en Chine pour participer au dialogue économique et stratégique et Pékin a saisi l'occasion de sa visite repoussée à la fin de l'année 2010 pour procéder à l'essai de son nouvel avion J 20.

Alors que les relations entre le continent et Taiwan se sont considérablement améliorées avec la signature au mois de juin 2010 d'un accord de libre-échange très ambitieux, la Chine refuse de renoncer au recours à la force et continue de multiplier le nombre de missiles à courte portée massés face à l'île, leur nombre pourrait atteindre près de 2000 en 2011.

Dans ce contexte, les Etats-Unis demeurent un adversaire potentiel dont la RPC doit d'autant plus tenir compte qu'ils effectuent un retour stratégique et militaire remarqué en Asie.

Dans ce contexte caractérisé par une forte asymétrie, la Chine tente de développer et de renforcer ses capacités d'interdiction visant au moins à ralentir ou à limiter une éventuelle intervention américaine dans le détroit en augmentant le coût potentiel.

Ces capacités reposent sur une amélioration constante des capacités d'observations, de ciblage et de guidage de ses missiles, notamment dans la perspective de développement d'un missile antinavire basé sur le DF 21 que Pékin tenterait de mettre au point face aux porte-avions américains.

Ces capacités s'appuient également sur les efforts et les progrès remarquables accomplis par la Chine dans le domaine spatial avec le programme lunaire mais aussi les essais antisatellites réussis en 2007 puis du même système au mois de janvier 2010. Le budget de la défense est en constante augmentation, supérieure en moyenne annuelle à 14 % par an depuis 1990, et le *Livre blanc de la défense*, dans un contexte de haute technologie, prône une imbrication étroite entre industrie civile et militaire.

Dans ce contexte, les relations avec l'étranger et l'accès à des transferts de technologies sensibles revêtent une importance particulière pour Pékin, qui défend l'idée d'une montée en puissance technologique et qualitative par « bond en avant », selon les principes à la fois volontaristes et très aventuristes mis en œuvre par Mao Ze-

dong dans les années 1950²⁴.

Ces bons en avant passent aussi par les transferts de technologie, qui rendent d'autant plus précieuse une éventuelle réforme des règles en vigueur aux Etats-Unis en la matière tout particulièrement dans le domaine spatial.

De ce fait, les instituts de recherche « civils » dans les secteurs de haute technologie tels que l'espace ou les télécommunications, ne peuvent être distingués des industries de défense. Le programme spatial civil chinois est quant à lui sous le contrôle d'instituts qui dépendent de l'APL.

Conclusion

En dépit des évolutions et de l'émergence d'un consensus aux Etats-Unis concernant la réforme des règles d'exportations des technologies sensibles, on a assisté depuis la fin de l'année 2009 à un revirement provoqué par la montée des tensions avec Pékin, contrairement à ce qu'avait pu espérer la nouvelle administration Obama. Dans ce contexte, il est peu probable que le cas de la République populaire de Chine soit à court ou moyen terme pris en compte. Ceci d'autant plus que l'attitude du monde des affaires vis-à-vis de la Chine a lui aussi évolué dans un sens beaucoup plus négatif.

En revanche, en cas d'évolution politique à Pékin, ou d'une réorientation des priorités de la stratégie chinoise dans un sens moins déstabilisateur, le cas de la Chine, partenaire commercial majeur des Etats-Unis, pourrait être réexaminé.

L'Union européenne, dans ce domaine particulièrement sensible, doit à la fois prendre en compte les risques de déstabilisation liés à la nature du régime chinois et à ses ambitions, tout en préservant un dialogue nécessaire sur l'ensemble de ces sujets avec Washington et Pékin, mais aussi avec d'autres grands acteurs dans le domaine industriel et spatial en Russie et au Japon.

Il est en effet évident que, au-delà de la légitimité des inquiétudes américaines en matière de transfert de technologie, les motivations mercantilistes n'ont pas toujours été absentes de la mise en œuvre des règles ITAR en matière d'autorisations de transferts de technologie. La question de la réforme de ces règlements, comme celle de la levée éventuelle – à terme – de l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine, où la rédaction d'un nouveau code de conduite plus contraignant au niveau européen, passe par un effort accru de concertation et d'harmonisation impliquant l'ensemble des principaux acteurs. ♦

***Les opinions exprimées ici
n'engagent que la responsabilité
de leur auteur.***

Valérie Niquet

v.niquet@frstrategie.org

Notes

1. Jason Crook, « National Insecurity: ITAR and the Technological Impairment of US National Space Policy ». L'auteur cite spécifiquement la European Component initiative, lancée par l'Agence spatiale européenne et le CNES.
2. Idem.
3. Jay Kraemes, G. M. Grimmett, *Mondaq Business Briefing*, 27 avril 2010.
4. *Beyond Fortress America: National Security Controls on Science and technology in a Globalized World*, The National Academies Press, 2009 et Scott Hamilton, « Industry Pulse: Fewer Forms », *Armed Forces Journal*, <http://www.armedforcesjournal.com/2010/06/461J363> et Owen D. Kurtin, « Obama Administration Contemplates Sweeping Changes to Technology Export Regime », *Satellite Today*, 1^{er} mai 2010, <http://www.satellitetoday.com>
5. Laurence Nardon in « No China Rockets for US Satellites Yet », <http://www.asiatimes.com>, 19 mars 2009.
6. P. J. Blunt, op. cit.
7. David Berteau, Gregory Kiley, ed., « National Security and the Commercial Space sector », *CSIS Defense Industrial Group Draft report*, 30 avril 2010.
8. HR2410 State department Authorization Act.
9. « US Aims for Arms Exports reform », *Straits Time*, 17 février 2010.
10. La RPC avait procédé à des « tirs d'essais » de missiles au large de Taiwan pour tenter d'interdire la visite du président Lee Teng-Hui aux Etats-Unis et l'organisation des premières élections présidentielles au suffrage universel sur l'île. Les Etats-Unis avaient riposté en envoyant sur zone deux porte-avions, imposant à Pékin l'arrêt des tirs.
11. Jason Crook, op. cit.
12. Mike Gold, Directeur du bureau de Washington de Bigelow Aerospace, « China no Threat », *Asia Times*, 19 mars 2009.
13. 2010 National Security Strategy.
14. David M. Lampton, « Power Constrained Sources of Mutual Strategic Suspicion in US China relations », *NBR Analysis*, June 2010 et Lydia Saad, « US Surpasses China in Forecast for Economic Powerhouse », www.gallup.com, 16 février 2009.
15. Niall Ferguson, « Team Chimerica », <http://www.washingtonpost.com>, 17 novembre 2008.
16. Chen Yonglong, Zhang Wenping, « Sino-US Cooperation : Historical Opportunities, Challenges and Responsibilities », *Foreign Affairs Journal*, Summer 2009.
17. Xu Qin, « Adjustment and Engagement on Obama's New Military and Diplomacy Policy », *Foreign Affairs Journal*, Summer 2009.
18. Idem.
19. *Report to Congress of the US-China Economic and Security Review Commission*, <http://www.uscc.gov/annualreport2009/> et Rapport de la chambre de commerce américaine en Chine publié au mois d'août 2010.
20. Le XVIII^{ème} congrès du Parti communiste, qui doit désigner les dirigeants de la « cinquième génération », se tiendra à l'automne 2012 et fait d'ores et déjà l'objet de rivalités sourdes.
21. Wu Jiao, « Sanctions target US Firms », *China Daily*, 1^{er} février 2010.
22. Chris Buckley, « China PLA Officers Urge Economic Punch Against US », *Reuters*, 9 février 2010.
23. La défense de la Chine en 2008, Conseil des Affaires de l'Etat, janvier 2009.
24. Idem.

Retrouvez toute l'actualité et les publications de la Fondation pour la Recherche Stratégique sur :

WWW.FRSTRATEGIE.ORG